

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31905]

18 DECEMBRE 2015. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale et quelques dispositions procédurales d'autres ordonnances (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale*

Art. 2. Dans la version française de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, le mot « ouvrable » est supprimé.

Art. 3. L'article 16 de la même ordonnance est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. § 1^{er}. Après la signification visée à l'article 15, § 1^{er}, le fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe peut faire procéder par exploit d'huissier, par envoi postal recommandé ou par recommandé électronique, à une saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers, sur les sommes et les effets que celui-ci doit au redevable.

Cette saisie-arrêt doit, également, être notifiée au redevable par exploit d'huissier, par envoi postal recommandé ou par recommandé électronique.

Le gouvernement détermine dans quels cas un exploit d'huissier doit être utilisé.

§ 2. Cette saisie-arrêt produit ses effets à dater de la signification de l'exploit d'huissier au tiers saisi.

Si la saisie-arrêt a été notifiée au tiers par envoi postal recommandé ou par recommandé électronique, la saisie produit ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire.

§ 3. La saisie-arrêt donne lieu à l'établissement et à l'envoi, par le fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe, d'un avis de saisie tel que prévu à l'article 1390 du Code judiciaire.

§ 4. Sous réserve de ce qui est prévu au présent article, les dispositions des articles 1539, 1540, 1542, premier et deuxième alinéas, et 1543, du Code judiciaire, sont applicables à cette saisie-arrêt.

Si la notification de la saisie a lieu par envoi postal recommandé ou par recommandé électronique, la remise du montant de la saisie se fait entre les mains du fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe.

§ 5. Les frais des envois postaux recommandés, des recommandés électroniques et des exploits d'huissier de justice, visés dans le présent article, sont à charge du redevable. ».

Art. 4. Dans la même ordonnance, il est introduit un article 23/1 libellé comme suit :

« Art. 23/1. § 1^{er}. Le redevable peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris les majorations et les intérêts, auprès du fonctionnaire désigné par le gouvernement.

§ 2. Les réclamations doivent être motivées et introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à compter du septième jour qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, afférent à la taxe concernée.

Si l'avertissement-extrait de rôle a été envoyé ou mis à disposition par voie électronique, le délai de réclamation commence à courir le septième jour qui suit cet envoi ou cette mise à disposition électronique.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31905]

18 DECEMBER 2015. — Ordonantie tot wijziging van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en enkele procedurele bepalingen van andere ordonnanties

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest*

Art. 2. In de Franse versie van artikel 12, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt het woord « ouvrable » geschrapt.

Art. 3. Artikel 16 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 16. § 1. Na de betekening bedoeld in artikel 15, § 1, kan de ambtenaar belast met de inning van de gewestbelasting, bij gerechtsdeurwaardersexploot of bij aangetekende zending of elektronisch aangetekende zending, uitvoerend beslag onder derden leggen op de sommen en de goederen verschuldigd aan de belastingplichtige.

Het derdenbeslag wordt eveneens aan de belastingplichtige ter kennis gebracht bij gerechtsdeurwaardersexploot of bij aangetekende zending of elektronisch aangetekende zending.

De regering bepaalt in welke gevallen met een gerechtsdeurwaardersexploot moet worden gewerkt.

§ 2. Het derdenbeslag heeft uitwerking vanaf de betekening van het gerechtsdeurwaardersexploot aan de derdebeslagene.

Indien het derdenbeslag ter kennis werd gebracht van deze derde door middel van een aangetekende zending of door middel van een elektronische aangetekende zending heeft dit beslag uitwerking vanaf de overhandiging van het stuk aan de geadresseerde.

§ 3. Het derdenbeslag geeft aanleiding tot het opmaken en het verzenden, door de ambtenaar belast met de inning van de gewestbelasting, van een bericht van beslag zoals voorzien in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 4. Onder voorbehoud van het in dit artikel bepaalde, zijn op dit beslag de bepalingen toepasselijk van de artikelen 1539, 1540, 1542, eerste en tweede lid, en 1543 van het Gerechtelijk Wetboek.

Indien de kennisgeving van het beslag gebeurt per aangetekende zending of per elektronisch aangetekende zending geschiedt de afgifte van het bedrag van het beslag in handen van de ambtenaar belast met de inning van de gewestbelasting.

§ 5. De kosten voor de aangetekende zending, de elektronisch aangetekende zending of het gerechtsdeurwaardersexploot beoogd in dit artikel zijn ten laste van de belastingsschuldige. ».

Art. 4. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 23/1 ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 23/1. § 1. De belastingplichtige kan tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, verhogingen en intresten inbegrepen, schriftelijk bezwaar indienen bij de door de regering aangeduide ambtenaar.

§ 2. De bezwaarschriften moeten worden gemotiveerd en op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de zevende dag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet van de betreffende belasting.

In geval het betrokken aanslagbiljet elektronisch werd verzonden of ter beschikking gesteld, begint de bezwaartermijn te lopen op de zevende dag volgend op de datum van de elektronische verzending of ter beschikkingstelling.

§ 3. Lorsqu'un supplément d'imposition est établi, le redevable peut introduire une réclamation contre ce supplément, dans un délai de trois mois à compter du septième jour qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle comportant le supplément d'imposition.

Si l'avertissement-extrait de rôle a été envoyé ou mis à disposition par voie électronique, le délai de réclamation commence à courir le septième jour qui suit cet envoi ou cette mise à disposition électronique.

§ 4. Il est délivré un accusé de réception aux réclamants, qui mentionne la date de réception du recours administratif.

§ 5. Si le réclamant en a fait la demande dans sa réclamation, il sera entendu. A cet effet, il sera invité à se présenter dans un délai de trente jours.

§ 6. Aussi longtemps qu'une décision n'est pas intervenue, le redevable peut compléter sa réclamation initiale par des griefs nouveaux, libellés par écrit, même s'ils sont présentés en dehors des délais prévus aux paragraphes 2 et 3.

§ 7. Le fonctionnaire visé au paragraphe 1^{er} statue en tant qu'autorité administrative, sur les griefs formulés par le redevable, par décision motivée.

La décision est notifiée par lettre recommandée à la poste ou par recommandé électronique.

Cette décision ne peut être contestée qu'en introduisant une action sur la base de l'article 1385decies du Code judiciaire auprès du tribunal de première instance, dans le délai fixé par l'article 1385undecies du Code judiciaire. ».

Art. 5. Dans l'article 25 de la même ordonnance, les mots « du vingtième jour ouvrable » sont remplacés par les mots « du douzième jour ouvrable ».

Art. 6. L'article 26 de la même ordonnance est remplacé par ce qui :

« Art. 26. Lorsque l'acte visé à l'article 24 est passé, la notification visée à l'article 25 emporte saisie-arrêt entre les mains du notaire sur les montants et valeurs qu'il détient pour le compte ou au profit du redevable en vertu de l'acte.

La notification emporte opposition sur le prix au sens de l'article 1642 du Code judiciaire dans les cas où le notaire est tenu de distribuer les sommes et valeurs conformément aux articles 1639 à 1654 du Code judiciaire.

Sans préjudice des droits des tiers, le notaire est tenu, lorsque l'acte visé à l'article 24 est passé, sous réserve de l'application des articles 1639 à 1654 du Code judiciaire, de verser les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable, au plus tard le huitième jour ouvrable suivant la passation de l'acte, au fonctionnaire visé à l'article 25, à concurrence des taxes régionales et accessoires qui lui ont été notifiés en exécution de l'article 25.

En outre, si le montant des sommes et valeurs donnant lieu à la saisie d'un tiers est inférieur au total des sommes dues aux créanciers inscrits et aux créanciers qui ont formé opposition, le notaire doit, sous peine de responsabilité personnelle pour le surplus, avertir les fonctionnaires désignés par le gouvernement, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la passation de l'acte.

Sans préjudice des droits des tiers, la transcription ou l'inscription de l'acte ne peut être invoquée contre la Région si l'inscription de l'hypothèque légale se réalise dans les huit jours ouvrables qui suivent l'envoi de l'information visée à l'alinéa précédent.

Sont sans effet sur les créances fiscales régionales et leurs accessoires, qui ont été notifiés conformément à l'article 25, toutes les créances non inscrites pour lesquelles une saisie est effectuée ou contre lesquelles une opposition est formée après l'expiration du délai prévu à l'alinéa 4.

Le gouvernement détermine les modalités d'application de cet article. Il fixe également les modèles à utiliser. ».

§ 3. Wanneer een aanvullende aanslag voor een bepaald aanslagjaar gevestigd wordt, kan de belastingschuldige, binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de zevende dag volgend op de verzending van het aanslagbiljet dat de aanvullende aanslag omvat, een bezwaarschrift tegen de bedoelde aanvullende aanslag indienen.

In geval het betrokken aanslagbiljet elektronisch werd verzonden of ter beschikking gesteld begint de bezwaartermijn te lopen op de zevende dag volgend op de datum van de elektronische verzending of ter beschikkingstelling.

§ 4. Aan de indieners van de bezwaarschriften wordt een ontvangstbewijs uitgereikt dat de datum van ontvangst van het administratief beroep vermeldt.

§ 5. Wanneer de indiener zulks in zijn bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden gehoord. Te dien einde zal hij worden uitgenodigd zich binnen een termijn van dertig dagen aan te melden.

§ 6. Zolang geen beslissing is gevallen mag de belastingschuldige zijn bezwaarschrift aanvullen met nieuwe, schriftelijk geformuleerde bezwaren, zelfs als deze buiten de in paragrafen 2 en 3 vernoemde termijnen worden ingediend.

§ 7. De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaar doet, als administratieve overheid, uitspraak bij met redenen omklede beslissing nopens de bezwaren aangevoerd door de belastingschuldige.

De kennisgeving van de beslissing geschiedt bij ter post aangetekende brief of bij elektronische aangetekende zending.

Deze beslissing kan slechts betwist worden door een vordering op basis van artikel 1385decies van het Gerechtelijk Wetboek in te stellen bij de rechtbank van eerste aanleg binnen de in artikel 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek vermelde termijn. ».

Art. 5. In artikel 25 van dezelfde ordonnantie worden de woorden « van de twintigste werkdag » vervangen door de woorden « van de twaalfde werkdag ».

Art. 6. Artikel 26 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 26. Wanneer de in artikel 24 bedoelde akte verleden is, geldt de in artikel 25 bedoelde kennisgeving als beslag onder derden in handen van de notaris op de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingschuldige.

De kennisgeving geldt als verzet tegen de prijs in de zin van artikel 1642 van het Gerechtelijk Wetboek in de gevallen waarin de notaris gehouden is de bedragen en waarden overeenkomstig de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek te verdelen.

Onverminderd de rechten van derden, is de notaris ertoe gehouden, wanneer de in artikel 24 bedoelde akte verleden is, behoudens toepassing van de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek, de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingschuldige, uiterlijk de achtste werkdag die volgt op het verlijden van de akte, aan de aan de in artikel 25 bedoelde ambtenaar over te maken tot beloop van het bedrag van de gewestbelastingen en bijbehoren waarvan hem overeenkomstig artikel 25 kennis werd gegeven.

Daarenboven, indien de aldus door beslag onder derden getroffen sommen en waarden minder bedragen dan het totaal der sommen verschuldigd aan de ingeschreven schuldeisers en aan de verzetdoende schuldeisers, moet de notaris, op straffe van persoonlijke aansprakelijkheid voor het overschot, daarover de daartoe door de regering gemachtigde ambtenaren inlichten uiterlijk de eerste werkdag die volgt op het verlijden van de akte.

Onverminderd de rechten van derden, kan de overschrijving of de inschrijving van de akte niet tegen het Gewest ingeroepen worden indien de inschrijving van de wettelijke hypotheek geschiedt binnen acht werkdagen na de versturing van de in het vorige lid bedoelde inlichting.

Zijn zonder uitwerking ten opzichte van de schuldvorderingen inzake gewestbelastingen en bijbehoren, welke in uitvoering van artikel 25 werden ter kennis gegeven, alle niet ingeschreven schuldvorderingen waarvoor slechts na het verstrijken van de in het vierde lid voorziene termijn wordt beslag gelegd of verzet aangetekend.

De regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel. De regering stelt ook de te gebruiken modellen vast. ».

Art. 7. Dans la même ordonnance, il est introduit un article 29/1 libellé comme suit :

« Art. 29/1. L'administration fiscale peut, dans le cadre de ses activités de recouvrement et de perception, utiliser la domiciliation telle que décrite à l'article I.9., 13°, du livre I, titre 2, chapitre 5 du Code de droit économique.

Le Gouvernement fixe les modalités de cette utilisation. ».

Art. 8. Dans la même ordonnance, il est introduit un article 30/1 libellé comme suit :

« Art. 30/1. Tout fonctionnaire de l'administration fiscale peut assurer la comparution en personne au nom de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre :

- 1° des contestations relatives à l'application d'une loi fiscale;
- 2° des contestations relatives aux contraintes décernées par un fonctionnaire de l'administration fiscale;
- 3° des contestations relatives à l'exécution des contraintes décernées par un fonctionnaire de l'administration fiscale;
- 4° des contestations relatives aux normes fiscales. ».

Art. 9. Dans la même ordonnance, il est introduit un article 30/2 libellé comme suit :

« Art. 30/2. § 1^{er}. Dans le cadre de l'exécution des obligations de droit international et de droit européen, d'assistance et de coopération en matière fiscale, de la Région de Bruxelles-Capitale, l'administration fiscale dispose des compétences de recherche décrites au titre I^{er} de la présente ordonnance.

L'administration fiscale peut, dans ce cadre, aussi recourir aux mesures de recouvrement prévues par les articles 15 à 18 de la présente ordonnance.

§ 2. – Le fonctionnaire de l'administration fiscale désigné par le gouvernement peut, dans les circonstances décrites au paragraphe 1^{er}, recueillir des attestations écrites, entendre des tiers, procéder à des enquêtes et requérir, dans le délai qu'il fixe – ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs – des personnes physiques ou morales, ainsi que des associations n'ayant pas la personnalité juridique, la production de tous renseignements qu'il juge nécessaires pour répondre aux obligations d'assistance et de coopération en matière fiscale, de la Région de Bruxelles-Capitale.

Un établissement de banque, de change, de crédit ou d'épargne est considéré comme un tiers soumis sans restriction à l'application des dispositions de l'alinéa premier.

§ 3. Le fonctionnaire désigné à cet effet par le gouvernement peut infliger une amende administrative d'un montant compris entre 125 euros et 50.000 euros :

- 1° aux personnes qui refusent de coopérer à l'enquête visée au paragraphe 2;
- 2° aux personnes qui ne fournissent pas ou qui ne fournissent pas dans les délais les informations demandées sur la base du paragraphe 2.

Le gouvernement fixe l'échelle des amendes susmentionnées et règle les modalités d'application de celles-ci.

Ces amendes sont établies et recouvrées suivant les règles qui sont d'application pour les taxes régionales. ».

CHAPITRE II. — *Modification de dispositions procédurales d'autres ordonnances*

Art. 10. Dans l'alinéa 5 de l'article 14 de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, modifié par l'ordonnance du 21 décembre 2012, les mots « chapitres IV, V, VI » sont remplacés par les mots « chapitres III, IV, V, VI ».

Art. 11. Dans l'alinéa 3 de l'article 26, § 2, de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 21 décembre 2012, les mots « chapitres IV, V, VI » sont remplacés par les mots « chapitres III, IV, V, VI ».

Art. 7. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 29/1 toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 29/1. De fiscale administratie mag, in het kader van zijn innings- en invorderingsactiviteiten, gebruik maken van de domiciliëring zoals omschreven in artikel I.9., 13° van boek I, titel 2, hoofdstuk 5 van het Wetboek van economisch recht.

De regering bepaalt de modaliteiten van dit gebruik. ».

Art. 8. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 30/1 toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30/1. Elke ambtenaar van de fiscale administratie kan de verschijning in persoon in naam van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest doen in het kader van :

- 1° betwistingen met betrekking tot de toepassing van een fiscale wet;
- 2° betwistingen met betrekking tot de dwangbevelen uitgevaardigd door een ambtenaar van de fiscale administratie;
- 3° betwistingen met betrekking tot de uitvoering van dwangbevelen uitgevaardigd door een ambtenaar van de fiscale administratie;
- 4° betwistingen met betrekking tot fiscale normen. ».

Art. 9. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 30/2 toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30/2. § 1. In het kader van de uitvoering van de internationale en de Europese rechtelijke verplichtingen tot hulp en bijstand in fiscale zaken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, beschikt de fiscale administratie over de in titel I van deze ordonnantie omschreven onderzoeksbevoegdheden.

Daarnaast kan de fiscale administratie in dit kader ook een beroep doen op de invorderingsmaatregelen vervat in de artikelen 15 tot en met 18 van deze ordonnantie.

§ 2. – De daartoe door de regering gemachtigde ambtenaar van de fiscale administratie mag, in het kader van de in paragraaf 1 omschreven omstandigheden, geschreven attesten inzamelen, derden horen, een onderzoek instellen, en binnen de door haar bepaalde termijn – welke wegens wettige redenen kan worden verlengd – van natuurlijke of rechtspersonen, alsook van verenigingen zonder rechts-persoonlijkheid alle inlichtingen vorderen die hij nodig acht om aan de hulp en bijstandsverplichtingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te kunnen voldoen.

Een bank-, wissel-, krediet- of spaarinstelling wordt als een derde beschouwd waarop de bepalingen van het eerste lid onverminderd van toepassing zijn.

§ 3. De door de regering daartoe gemachtigde ambtenaar kan een administratieve geldboete van 125 euro tot 50.000 euro opleggen aan :

- 1° personen die weigeren mee te werken aan het in paragraaf 2 genoemde onderzoek;
- 2° personen die de krachtens paragraaf 2 ingevorderde inlichtingen niet of niet tijdig verschaffen.

De regering legt de schaal van voornoemde geldboetes vast en regelt hun toepassingsmodaliteiten.

Deze geldboetes worden gevestigd en ingevorderd volgens de regels die van toepassing zijn voor de gewestbelastingen. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van procedurele bepalingen van andere ordonnanties*

Art. 10. In het vijfde lid van artikel 14 van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur worden de woorden « hoofd stukken IV, V en VI » vervangen door de woorden « hoofdstukken III, IV, V en VI ».

Art. 11. In het derde lid van artikel 26, § 2, van dezelfde ordonnantie, gewijzigd door de ordonnantie van 21 december 2012, worden de woorden « hoofdstukken IV, V en VI » vervangen door de woorden « hoofdstukken III, IV, V en VI ».

Art. 12. Dans le paragraphe 6 de l'article 26 de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les ordonnances des 1^{er} avril 2004, 14 décembre 2006, 30 avril 2009, 20 juillet 2011 et 21 décembre 2012, les mots « 22 et 23 » sont remplacés par les mots « 22, 23 et 23/1 ».

Art. 13. Dans le paragraphe 6 de l'article 20septiesdecies de l'ordonnance du 1^{er} avril 2004 relative à l'organisation du marché du gaz en Région de Bruxelles-Capitale, concernant des redevances de voiries en matière de gaz et d'électricité et portant modification de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, introduit par l'ordonnance du 20 juillet 2011 et modifié par l'ordonnance du 21 décembre 2012, les mots « 22 et 23 » sont remplacés par les mots « 22, 23 et 23/1 ».

Art. 14. Dans le paragraphe 2 de l'article 44 de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, modifié par l'ordonnance du 21 décembre 2012, les mots « 22 et 23 » sont remplacés par les mots « 22, 23 et 23/1 ».

CHAPITRE III. — Entrée en vigueur

Art. 15. Les articles 4, 10, 11, 12, 13 et 14 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2016.

Art. 16. Le gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des articles 5 et 6.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 2015.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

Mme C. FREMAULT

—
Note

(1) *Session ordinaire 2015-2016.*

Documents du Parlement. — Projet d'ordonnance, A-271/1. — Rapport (renvoi), A-271/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 18 décembre 2015.

Art. 12. In paragraaf 6 van artikel 26 van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de ordonnaties van 1 april 2004, 14 december 2006, 30 april 2009, 20 juli 2011 en 21 december 2012, worden de woorden « 22 en 23 » vervangen door de woorden « 22, 23 en 23/1 ».

Art. 13. In paragraaf 6 van artikel 20septiesdecies van de ordonnantie van 1 april 2004 betreffende de organisatie van de gasmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende wegensretributies inzake gas en elektriciteit en houdende wijziging van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingevoegd bij ordonnantie van 20 juli 2011 en gewijzigd door de ordonnantie van 21 december 2012, worden de woorden « 22 en 23 » vervangen door de woorden « 22, 23 en 23/1 ».

Art. 14. In paragraaf 2 van artikel 44 van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, gewijzigd door de ordonnantie van 21 december 2012, worden de woorden « 22 en 23 » vervangen door de woorden « 22, 23 en 23/1 ».

HOOFDSTUK III. — Inwerkingtreding

Art. 15. De artikelen 4, 10, 11, 12, 13 en 14 treden in werking vanaf het belastingjaar 2016.

Art. 16. De regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 5 en 6.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 2015.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

Mevr. C. FREMAULT

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2015-2016.*

Documenten van het Parlement. — Ontwerp van ordonnantie, A-271/1. — Verslag (verwijzing), A-271/2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van vrijdag 18 december 2015.